

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 20 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE

Les Mignottes – 89000 AUXERRE

Référence : 230568

Code AIOT : 0024900052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement 110 BOURGOGNE implanté Les Mignottes 89000 Auxerre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE
- Les Mignottes - 89000 AUXERRE
- Code AIOT : 0024900052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site 110 BOURGOGNE « Les Mignottes » comporte 4 cellules de stockages de 1 000 tonnes et 3 cellules de 250 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Silo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/04/2009, article 2	/	Sans objet
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Consignes d'exploitation après intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site 110 BOURGOGNE « Les Mignottes » devra justifier que les transporteurs à bande sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Soumis à autorisation 2160 => Autorisation Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ => 22 200 m ³ soit 13 800 tonnes. 2910 => Déclaration Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (séchage de céréales) => 2,5 MW
Constats : L'établissement est soumis à : Autorisation * 2160 => Autorisation - Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ => 22 200 m ³ soit 13 800 tonnes. Déclaration * 2910 => Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (séchage de céréales) => 2,5 MW
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Culture de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'installation est exploitée sous la surveillance du responsable du silo, qui a suivi les formations spécifiques aux risques liés à l'activité, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- Séchoirs à grains : maîtriser le pilotage, la sécurité et la qualité matière, le 15/03/2023 ;- Renouvellement risques IEP (Incendie, Explosion, Poussières), le 07/02/2023 ;- Habilitation électrique, le 12/12/2021- Sensibilisation sur les risques incendies, explosions poussière, le 10/06/21 ;- Mesures de prévention et de sécurité, le 10/06/21 ;- Sécurité hauteur, le 02/12/2021. Cette personne rend compte de son activité au responsable de secteur. Une fiche de poste nominative est définie, intégrant les différentes missions, et notamment la préparation, la conduite, l'entretien et la maintenance du matériel et des installations. Les formations de l'ensemble du personnel sont inscrites dans un plan de formation annuel. Ce plan est actualisé tous les 6 mois. Le plan de formation 2024 est défini entre septembre et décembre de l'année en cours .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes d'exploitation après intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Des consignes de sécurité et d'exploitation sont établies. L'exploitant a transmis au préalable de la visite la consigne « gestion d'une élévation anormale de température dans une cellule » et « panneau gestion d'une élévation anormale de température ». Ce panneau, qui est affiché à l'entrée, permet d'indiquer la température de la cellule. Si une élévation de température du grain est constatée au cours d'un contrôle (+ 5° C par rapport

<p>au contrôle précédent, de 55°C), le personnel doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir le responsable QSE pour connaître la conduite à tenir, - afficher sur le synoptique le panneau suivant, - préciser sur le panneau le n° de la cellule concernée. La consigne précise que le non-respect représente une faute professionnelle grave. <p>L'exploitant a également présenté la consigne d'élaboration d'un permis de feu, ainsi que la consigne de contrôle des équipements après intervention (procédure de remise en route des équipements après un arrêt). Cette procédure indique la liste des points de contrôle sur chaque équipement (transporteurs à chaînes, convoyeurs à bande, vis sans fin, élévateurs, nettoyeurs / calibreurs, ventilateurs, aspiration centralisée).</p> <p>Elle indique, également, que tous les appareils qui seront modifiés, réparés, révisés devront particulièrement être contrôlés de façon à limiter au maximum les risques cités, dans la liste non exhaustive ci-jointe (émanations de poussières, frottement des pièces métalliques en mouvement, échauffements des équipements, risques d'accident et d'incident, incendie et explosion, court-circuit électrique).</p> <p>La même procédure précise que la remise en marche des équipements après intervention se fera uniquement en présence des équipes de maintenance et/ou des prestataires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Travaux par point chaud et permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une consigne de rédaction d'un permis de feu, mise à jour en mars 2023, a été présentée par l'exploitant. Le responsable de silo, par délégation du responsable de sécurité, autorise les travaux (soudure, meulage, disque, ...).</p> <p>Il est indiqué dans la consigne que le responsable du silo, par délégation du responsable sécurité, autorise les travaux, après avoir aspiré la zone de travaux y compris dans les endroits peu visibles (hauteur et recoin). Il doit procéder à l'examen des lieux avec l'intervenant et s'assurer que les précautions obligatoires ont été prises.</p> <p>Cette consigne prévoit également la vérification des précautions avant l'intervention, les inspections obligatoires pendant les travaux par le responsable du site et les vérifications après avant, pendant et 1h et 2h après l'intervention .</p> <p>Le personnel sur place a connaissance de cette consigne.</p> <p>Tous les incidents relevés font l'objet d'une analyse et d'un suivi.</p> <p>Toute intervention est consignée dans un registre d'entrée. Celui-ci mentionne s'il s'agit d'une intervention par point chaud. Si oui, un permis de feu est délivré .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 16/12/2022. Celui-ci fait apparaître 23 observations. Le compte-rendu de vérification électrique Q18 du 16/12/2022 a été également présenté. Le prochain contrôle est prévu novembre 2023. Le rapport Q19 du 19/12/2022 est présenté. Ce rapport ne fait apparaître aucune anomalie. Un tableau de suivi a été présenté par l'exploitant (logiciel VDOC). Celui-ci permet de suivre les non-conformités, observations éventuelles, ainsi que les demandes d'intervention. En cas de non-conformités ou observations, le rapport de l'organisme de contrôle ainsi qu'un bon d'intervention sont adressés systématiquement au service maintenance pour intervention ou demande d'intervention d'un prestataire. L'entretien des installations et la levée des observations sont assurés par la société PROCELEC. L'exploitant a présenté les factures d'interventions (du 31 mars et 31 mai 2023) et les rapports de la levée des non-conformités et des observations (du 26 avril 2023). Un logiciel GMAO est en cours d'acquisition et de paramétrage. Il permettra une meilleure visibilité sur l'avancée des actions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats :

<p>Un système d'aspiration des poussières est mis en place sur chaque installation. Un nettoyage régulier est réalisé. Lors de la visite, L'inspection a constaté que les installations et les locaux étaient propres.</p> <p>Des filtres à manche et un cyclone sont présents. Des sondes de températures sont disposées dans les cellules de stockage.</p> <p>Si un problème est constaté, (bourrage, déport de sangle, problème électrique), un signal sonore se met en fonctionnement et un voyant lumineux apparaît sur le synoptique. Un agent intervient alors pour résoudre le problème. La remise en route manuellement de l'installation est nécessaire. Toutefois, aucune traçabilité n'est réalisée concernant les différents dysfonctionnements. Il serait intéressant que l'exploitant s'assure de la traçabilité et l'analyse des différents dysfonctionnements.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier contrôle de l'aspiration centralisée du 17/11/2022. Lors du contrôle, le service maintenance trace les observations éventuelles et intervient si nécessaire.</p> <p>Les températures sont consultables à tout instant. Un contrôle a lieu tous les 15 jours pour les oléagineux et une fois par mois pour les autres produits.</p> <p>Si une élévation de la température est constatée, l'exploitant pourrait déclencher la consigne. Si l'exploitant constate une élévation de la température du grain au cours du contrôle (+ 5° C par rapport au contrôle précédent, de 55°C), il doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir le responsable QSE pour connaître la conduite à tenir, - afficher un panneau indiquant le numéro de la cellule concernée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Transporteurs à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est équipée de 3 transporteurs à bande. Celles-ci font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un contrôle interne réalisé par la maintenance, - d'un contrôle par un prestataire extérieur (rotation, capteurs). <p>L'exploitant n'a pas pu justifier que les transporteurs à bande étaient équipés de bandes non propagatrices de flamme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois